

INTÉGRATION DES LANGUES IVOIRIENNES DANS LA GOUVERNANCE PUBLIQUE : LE CAS DU CICG ET DE L'ANADER

Kouamenan Ernest KOUA

Enseignant-Chercheur

Assistant

Département des Sciences du langage et de la communication

Université Alassane Ouattara

kouamenanernest@gmail.com

&

Diane Laure KESSIÉ – OUATTARA

Enseignante-Chercheuse

Assistante

Département des Sciences du langage et de la communication

Université Alassane Ouattara

diane.kessie@uao.edu.ci

Résumé

Cette étude fait le point sur l'intégration des langues ivoiriennes dans le fonctionnement des institutions de ce pays réputé pour sa dynamique linguistique avec la soixantaine de langues qui animent son quotidien. Les recherches qualitatives, notamment l'entretien semi-dirigé et les observations, rendent compte du fait qu'en Côte d'Ivoire, certaines institutions, dont le CICG et l'ANADER intègrent, dans leurs activités, les langues locales pour faciliter les interactions avec les populations. Que ce soit dans le secteur agricole ou dans l'accès aux informations liés aux services publics, ces deux institutions proposent, à différents niveaux, des échanges conduits par des téléconseillers bi-plurilingues. Ces initiatives plurilingues sont à la fois inclusives et démocratisent la participation de toutes les couches sociales à la vie publique avec la possibilité de comprendre ou de s'informer avec la langue de son choix. Pour finir, cette réflexion propose de généraliser l'intégration des langues ivoiriennes dans les institutions publiques par une décision officielle avec des directives claires pour favoriser leur promotion et faire vivre le plurilinguisme, comme c'est aujourd'hui le cas dans plusieurs pays.

Mots clés : Intégration-langues ivoiriennes-gouvernance publique-CICG-ANADER

Abstract

This study reviews the integration of Ivorian languages into the functioning of institutions in this country, which is renowned for its linguistic diversity, with some 60 languages spoken in everyday life. Qualitative research, including semi-structured interviews and observations, shows that in Côte d'Ivoire, certain institutions, such as the CICG and ANADER, integrate local languages into their activities to facilitate interaction with the population. Whether in the agricultural sector or in access to information related to public services, these two institutions offer, at different levels, exchanges conducted by bilingual or multilingual call center agents. These multilingual initiatives are both inclusive and democratize the participation of all social strata in public life, with the possibility of understanding or obtaining information in the language of one's choice, or the language

one is most proficient in. Finally, this reflection proposes to generalize the integration of Ivorian languages into public institutions through an official decision with clear guidelines to promote them and bring multilingualism to life, as is currently the case in several countries.

Keywords: Integration-Ivorian languages-public governance-CICG-ANADER

Introduction

La photographie linguistique de la Côte d'Ivoire projette au moins deux faits saillants. Elle présente, dans un premier temps, un pays linguistiquement dynamique avec le nouchi comme symbole important de cette évolution. Dans un second temps, elle révèle un pays empreint d'une forte diversité sociolinguistique qui peine, malgré cela, à refléter l'état d'un pays qui assume pleinement ses langues. Cela se manifeste à différents niveaux dans son développement socio-économique, politique et éducatif en raison de sa forte dépendance au français, langue officielle et solidement ancrée dans tous les contours de la société ivoirienne. Pour D.M. Mobio (2021, p.78), les populations ivoiriennes sont en proie à une crise linguistique qui affecte profondément leurs identités. Il s'agit du statut et de l'enjeu des langues ivoiriennes. En Côte d'Ivoire, le constat fait, révèle une hésitation à adopter des politiques linguistiques cohérentes pour la promotion des langues locales. Livrant un autre constat sur cette question, J.N. Kouadio (2008) fait observer que la Côte d'Ivoire est devenue, par la force des choses, mais aussi par un choix délibéré et assumé, un pays francophone, culturellement, socialement, économiquement, mentalement et peut-être même ontologiquement. Cette situation fait que l'on assiste à la progression fulgurante du français à travers toutes ses variantes et, *a contrario*, à l'étiollement des langues nationales ou, à tout le moins, à leur pratique approximative de la part des locuteurs. Le fonctionnement quotidien de la Côte d'Ivoire est rythmé par la langue française, ce qui fait qu'une frange importante de la population beaucoup plus attachée aux langues locales n'a pas accès à l'information diffusée en français.

Si pendant longtemps, les réflexions engagées ont presque unanimement révélé l'insuffisance des initiatives en faveur de la promotion des langues locales et une politique linguistique aux contours flous et non spécifiquement ambitieuse pour garantir à ces langues une participation officielle à la construction de la nation, force est de noter que la dynamique actuelle tente d'inverser la courbe.

En effet, les décideurs impliquent de plus en plus les langues locales dans leurs différentes planifications. Cela est marqué par les projets comme le PEI (Projet École Intégrée)¹ et ELAN² (Ecole et Langues Nationales). Même si ces initiatives restent largement insuffisantes, car non étendues à tous les secteurs d'activité, elles font émerger des

¹ Un Projet initié par la Côte d'Ivoire au début des années 2000 pour intégrer les langues de ce pays dans le système éducatif.

² Un projet soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie pour intégrer les langues nationales dans les systèmes éducatifs des pays membres selon les besoins.

préoccupations qui sont de plusieurs ordres. Comment les institutions nationales ivoiriennes utilisent-elles les langues locales dans la mise en œuvre de leur plan d'action ? À quelles fins ces langues sont-elles utilisées et comment renforcer le recours à ces langues locales dans les actions de communication des institutions en contexte ivoirien ? La conduite de cette étude vise à analyser, d'abord, les différents usages dont les langues locales ivoiriennes font l'objet au sein du CICG et de l'ANADER. Elle ambitionne, ensuite, de porter une réflexion critique sur la situation de ces langues locales avant de formuler, enfin, des propositions pour dynamiser leur usage dans le fonctionnement global des institutions dans ce pays. Le postulat de cette étude est que l'usage des langues locales devient de plus en plus récurrent dans les activités de certaines institutions nationales en raison de la capacité des langues locales à mobiliser et à toucher une population plus large.

1. Réflexion théorique et conceptuelle de la recherche

Cette recherche prend appui sur les concepts en lien avec la dynamique des langues.

1.1. Situation linguistique de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est une mosaïque linguistique qui fait cohabiter dans son évolution, plusieurs langues, dont une soixantaine, sont considérées comme des langues locales. E.K. Koua (2021, p.47) fait observer que « *La dynamique des langues y est une réalité rapidement observable dès qu'on longe les rues ou qu'on fréquente un groupe de personnes* ». Le constat, après plusieurs décennies post-indépendance, fait retenir que ces langues locales considérées comme un patrimoine important et un pilier qui garantit les relations inter et intracommunautaires peinent à se défaire de l'hégémonie de la langue française qui est reconnue comme langue officielle dans ce pays.

Kouadio (2007, pp. 69-70) classe les langues ivoiriennes en quatre (4) grandes familles ou groupes linguistiques issus de la famille linguistique Niger-Congo. Il indique que la branche Gur est localisée au nord-est du pays et a pour langue dominante le tyebara ; la branche mandé, ayant pour langue dominante le malinké. Le malinké occupe le nord-ouest du pays avec l'enclave de Kong. La branche Kru, dont le domaine géographique est l'ouest, a pour langue dominante le bété. La branche kwa, localisée au sud-est, a pour langue principale l'Agni-Baoulé.

Aux côtés de ces langues se positionnent plusieurs autres issues de divers pays : ce sont les langues étrangères dont certaines jouissent d'une bonne vitalité opératoire du fait de la forte présence de leurs locuteurs issus de l'immigration en Côte d'Ivoire. Il s'agit, entre autres, des langues parlées par les immigrés ouest-africains, les expatriés africains, les Asiatiques, les américains. On peut nommer le yorouba, l'igbo et le haoussa, au titre des langues africaines et, le français,

l'anglais, l'espagnol, l'allemand, l'arabe, le chinois, le vietnamien, l'italien, l'hindi, au titre des langues européennes et/ou asiatiques.

1.2. Dynamique linguistique ivoirienne : le nouchi et le français ivoirien comme symboles

La dynamique linguistique de la Côte d'Ivoire est symbolisée par plusieurs variétés de français, dont le français ivoirien et le nouchi, qui sont aujourd'hui considérés comme les plus pratiqués. Aux côtés de ces deux parlers se classent deux langues locales ivoiriennes. Il s'agit du baoulé et du dioula,³ dont les usages dans plusieurs secteurs d'activité, comme le commerce, les transports sont attestés dans plusieurs recherches (Koua, 2021; Kouamé, 2007). Ainsi, en contexte ivoirien, ces deux langues jouent le rôle de langues véhiculaires. Ce statut peut orienter les choix des institutions dans leur fonctionnement et leurs rapports avec les populations cibles lorsqu'elles initient des activités.

1.3. Langues locales

Une langue locale est une langue dont la pratique fait référence à une communauté ou à une région spécifique. C'est un instrument de communication qui sert de pont d'intercompréhension entre plusieurs individus appartenant à la même sphère sociale ou culturelle. La Côte d'Ivoire dispose d'une soixantaine de langues locales avec quatre aires linguistiques. Le baoulé, le dida, le yacouba, l'ébrié, l'agni, le malinké, sont, entre autres, les langues locales qui constituent le tissu linguistique de ce pays. Le concept de langue locale se rapporte à celui de langue nationale. Pour Cuq (2003, p.152), « Quand elle n'est pas officielle, une langue nationale véhicule des valeurs nationales, d'ordre culturel. Les langues nationales africaines ont généralement fait l'objet d'une reconnaissance officielle (par décret relatif à leur transcription et à leur orthographe par exemple), sans avoir le caractère de langues officielles (statut réservé au français en Afrique francophone). Toutes les langues africaines n'ont pas encore le statut de langues nationales et très peu sont enseignées à l'école.

2. Méthodologie de la recherche

Les données collectées sont essentiellement qualitatives avec l'entretien semi-dirigé, l'observation et la recherche documentaire comme techniques d'enquête. D'abord, pour les observations, l'attention s'est focalisée sur les activités⁴ de quelques institutions choisies lors d'un séminaire⁵ sur les langues locales organisé

³ Cette langue s'appelle le malinké, mais les usages s'accordent pour l'identifier comme le dioula

⁴ Essentiellement en ligne.

⁵ Séminaire de restitution, de réflexion et de sensibilisation sur les actions pour l'intégration des langues locales dans le programme national de développement de la Côte d'Ivoire. Il a été organisé en juillet 2024 à Abidjan.

par la commission nationale de la francophonie. Dans ce sens, les sites internet, les réseaux sociaux du CICG⁶ et de l'ANADER⁷ ont été observés sur une période de deux semaines pour analyser les initiatives impliquant les langues locales. Ensuite, pour la recherche documentaire, il a été question de lire les archives de ces deux institutions pour comprendre leur politique en matière d'usage des langues locales.

Enfin, pour l'entretien semi-dirigé, il s'est agi de comprendre le contexte et les motivations du recours aux langues locales par les institutions objets de l'étude. Ainsi, dix (10) agents et experts des institutions ont été rencontrés pour un total de deux (2) heures d'entretien. Les données collectées ont été analysées, thématiques et traitées. Elles livrent les résultats qui sont de divers ordres.

3. Résultats de la recherche

Les données collectées attestent que le CICG et l'ANADER ont diversement recours aux langues locales ivoiriennes dans leurs actions de terrain.

3.1 Contextes d'usage des langues nationales par les institutions ivoiriennes

L'absence des langues locales ivoiriennes dans l'animation de la vie publique de ce pays avait conduit à diverses conclusions qui mettent en évidence l'étiollement et l'isolement de celles-ci en raison de représentations négatives (Kouamé 2007), mais aussi leur statut vide (Kube, 2005). Ainsi, les langues locales de la Côte d'Ivoire ont été réduites à jouer les seconds rôles et souvent reléguées à un stade communautaire. Le statut de second rôle a ouvert la voie à la langue française déjà confortée dans son statut de langue officielle. Toutefois, le constat en Côte d'Ivoire est que de nombreux habitants ne reconnaissent pas le français comme langue maternelle ou ne sont même pas en capacité de justifier des compétences linguistiques requises comme la production et la compréhension pour manier cette langue. En effet, malgré son statut de langue officielle, la maîtrise de la langue française reste encore approximative chez de nombreux Ivoiriens qui éprouvent encore des difficultés observables, notamment au niveau des compétences de production et de compréhension. L'une des solutions qui s'imposent depuis lors, c'est le recours aux langues locales comme langues complémentaires en soutien à la langue française aussi bien dans des activités officielles que dans le fonctionnement de certaines institutions pourtant astreintes à l'usage exclusif du français. Ainsi, les langues ivoiriennes sont de plus en plus convoquées pour soutenir des initiatives sociales comme des campagnes de sensibilisation et plus globalement des activités de communication sur des problématiques sociales

⁶ Centre Intégré de Communication gouvernementale. Cet organe est chargé de la coordination, de la production et de la diffusion de l'information gouvernementale.

⁷ Agence Nationale d'Appui au Développement Rural.

diverses telles que la santé, le développement agricole, la protection sociale, etc. Il s'agit, dans ce contexte, de renforcer la compréhension d'une action gouvernementale ou institutionnelle auprès des différentes couches socioprofessionnelles pour soit améliorer leur condition de vie soit renforcer leur participation à la vie de la nation. Deux initiatives sont analysées dans cette recherche. Il s'agit des actions du CIGC et de l'ANADER.

3.2. Usage des langues nationales dans les actions du CIGC et de l'ANADER

En tant qu'institutions publiques, le CIGC et l'ANADER s'adressent aux populations dans différents contextes et sur des thématiques diverses. Le point commun à ces deux organes de l'État se rapporte à l'intégration des langues locales de ce pays dans la réalisation de leurs missions officielles.

3.2.1. Le CIGC et l'usage des langues locales ivoiriennes

Le CIGC est un service qui vise à coordonner la communication sur les actions du gouvernement à l'effet de faciliter l'appropriation des informations par les populations dans toutes leurs diversités. Son fonctionnement s'appuie sur plusieurs initiatives qui impliquent les langues locales dans les actions orientées vers les populations. C'est une communication de masse aussi bien ascendante que descendante basée sur l'usage des langues locales comme médium d'interaction. Plusieurs initiatives sont concernées comme « allô 101 » et « Kouman d'ici ».

3.2.2. Allô 101 : Un espace multilingue au service des langues locales ivoiriennes

C'est un centre d'appel qui permet aux gouvernants d'être à l'écoute des populations en permanence. Il implique trente-trois (33) ministères et seize (16) centres d'appel qui émettent en direct de 7h à 20h et en mode automatique après 20h. Ce centre d'appel, dans son fonctionnement, peut se présenter comme une initiative favorisant la promotion du plurilinguisme du fait du choix de la langue de communication laisser à l'utilisateur au bout du fil. Concrètement, ce service dispose de téléopérateurs qui interagissent avec des usagers de toutes les communautés et couches sociales ivoiriennes. Celles-ci peuvent adresser des questions en vue de comprendre une actualité ou exposer une préoccupation individuelle/collective locale ou nationale. Ainsi, en fonction de la langue de communication choisie, l'utilisateur est orienté vers un téléopérateur justifiant d'un bilinguisme assuré qui conduit les interactions pour répondre aux préoccupations exposées. Pour ce faire, une cartographie de 15 langues dont le français et 14 langues locales est proposée. Ce sont : Koulango, Abouré, Adioukrou, Baoulé, Agni, Bété, Gouro, Ebrié, Malinké, Attié, Koyaka, Guéré, Sénoufo, Yakouba.

3.2.3. Kouman d'ici

« Kouman d'ici » est une expression en nouchi, une variété du français en usage en Côte d'Ivoire qui fait référence à une parole qui traite spécifiquement des questions d'actualité qui concernent directement les populations. Sur le plan morphologique, « Kouman » est emprunté au malinké ou au dioula qui désigne par ce mot, une « parole ». Cet emprunt lexical reflète bien la dynamique et la composition des mots en nouchi mettant en lumière les emprunts dans différentes langues. Analysant l'évolution de ce parler, Kouacou (2015, p.490) explique, en effet, que « Celui-ci intègre avec une grande facilité des éléments de sources diverses, notamment d'origine Ivoirienne ».

C'est une capsule préenregistrée dans quinze (15) langues basée sur un message principal rédigé en français. La capsule est diffusée en synergie avec les médias d'État comme la Radiotélévision Ivoirienne (RTI)⁸, l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP)⁹ et plus de 200 radios communautaires. L'essentiel des informations diffusées portent sur les sujets d'actualité qui ont un impact sur la vie des populations en Côte d'Ivoire.

3.3.3. Les initiatives de l'ANADER

L'ANADER inscrit ses actions dans le sens de la promotion des langues locales ivoiriennes en les plaçant au cœur de certaines initiatives. Deux d'entre elles retiennent l'attention de cette étude : le centre d'appel et le serveur vocal interactif.

Le « Centre d'appel » en langues locales

C'est une plateforme animée par quinze (15) téléconseillers qui interagissent avec les acteurs du secteur agricole en 15 langues dominées par les langues locales ivoiriennes. Ce sont, entre autres, le baoulé, l'agni, le bété, le yacouba, le dioula, etc. Dans les faits, ce centre d'appel se propose de répondre aux préoccupations des paysans ou de toute personne souhaitant comprendre une actualité ou avoir une information liée aux activités du secteur agricole. Ces interventions quotidiennes traitent de toutes les thématiques en lien avec le monde agricole notamment les techniques de séchage de produits comme le café et le cacao, la conservation de l'hévéa, les saisons de récolte de produits vivriers, les variétés de manioc et les zones potentiellement propices pour leur culture, etc. L'idée globale qui soutient cette initiative est de renseigner au mieux chaque acteur en fonction de la langue de son choix pour avoir les informations nécessaires sur ses activités.

⁸ La chaîne nationale de la Côte d'Ivoire

⁹ L'Agence Ivoirienne de Presse est l'équivalent de l'AFP en France.

Le serveur vocal à réponses interactives en plusieurs langues

Ce serveur fonctionne sous le format d'un dialogue entre les usagers du secteur agricole et les téléconseillers formés sur ces questions. Dans les faits, les producteurs locaux sur le terrain revoient, chaque fois que la situation l'exige, des messages vocaux dans différentes langues locales par le canal d'un numéro fourni par un opérateur de téléphonie mobile. Dans l'application, ce canal d'information propose de s'adresser directement aux producteurs, aux consommateurs ainsi qu'à toute la chaîne de valeur intervenant dans l'agriculture pour faciliter la compréhension de l'écosystème autour de l'agriculture en Côte d'Ivoire. C'est un canal d'information qui permet de toucher rapidement et directement les acteurs du secteur agricole.

4. Synthèse des avis sur les raisons du choix des langues locales comme langues de communication chez le CICG et l'ANADER

Pour comprendre les motivations relatives au recours aux langues locales ivoiriennes dans le fonctionnement des institutions cibles de cette recherche, un entretien semi-dirigé a été conduit auprès de plusieurs agents. Les réponses présentées sont une synthèse des informations collectées.

A1 : « L'idée principale c'est de nous rapprocher au maximum des populations pour qu'elles comprennent les actions du gouvernement sur le terrain. Il y a beaucoup à dire et le gouvernement fait beaucoup de choses que le peuple doit comprendre. »

A2 : « Tout le monde ne parle pas bien le français en Côte d'Ivoire. Les supports médias traditionnels ne sont pas forcément accessibles à tous. Lorsque nous utilisons allô 101 ou Kouman d'ici, nous donnons la chance à tout le monde d'échanger avec nous pour comprendre. C'est encore mieux lorsque c'est fait en dioula ou en baoulé. Ça facilite les prises de décision à tous les niveaux et c'est bien. »

A3 : « Les personnes avec lesquelles nous travaillons dans le domaine agricole sont essentiellement en zone rurale. Elles ne maîtrisent pas toutes la langue française et nous avons jugé utile de nous adresser à elles avec les langues qu'elles peuvent parler et comprendre l'autre. Avec leur langue locale comme moyen de communication, nous voyons que ça marche et les interactions se multiplient avec nos téléconseillers. »

A4 : « En fait, l'usage des langues locales ivoiriennes fait suite à plusieurs retours d'informations de nos agents de terrain qui rapportent souvent que les acteurs du monde agricole, du moins la plupart de ceux rencontrés dans les villages, préfèrent les interactions en langues locales. Les agents qui ne les parlent pas sont obligés d'avoir recours à un interprète ce qui n'est pas toujours évident et ça peut être risqué en termes de traduction. »

À travers cette synthèse des propos d'agents rencontrés dans les deux institutions, on note que l'usage des langues locales à des fins de communication institutionnelle. Cela est motivé par plusieurs facteurs. Il y a, entre autres, la volonté de se rapprocher des populations en vue de prendre en compte leur aspiration et répondre aux questions pratiques. Pour ce qui concerne globalement les actions du gouvernement avec le CICG, la stratégie de communication basée

sur les langues locales peut être qualifiée de stratégie inclusive et plurilingue pour faciliter la compréhension des actions du gouvernement et recueillir les avis des populations en tenant compte de la diversité sociale et linguistique. Quant à la stratégie de l'ANADER, elle est basée sur la proximité linguistique. Cela permet de démocratiser l'accès à l'information avec des populations analphabètes ou moins alphabétisées. Toutes ces initiatives sont une opportunité pour développer le plurilinguisme et elles visent à donner plus de force et de visibilité aux langues locales qui bénéficient d'une forte vitalité en Côte d'Ivoire. Pourtant, elles sont néanmoins cantonnées à ne jouer que des rôles secondaires dans certains contextes socioprofessionnels.

5. Discussion des résultats de l'étude

Les observations faites sur le recours aux langues locales ivoiriennes dans le fonctionnement de certaines institutions notamment le CICG et l'ANADER induisent que les langues locales sont aujourd'hui loin des préjugés qui ont consciemment ou non conduit à leur marginalisation ou leur mise à l'écart dans la construction du pays. Comme cette recherche le démontre, les langues locales gagnent constamment du terrain dans le but de connecter les institutions aux populations dans leur diversité sociale, géographique et professionnelle. Qu'il s'agisse de communiquer sur les actions en lien avec la gouvernance politique ou celles en lien avec le développement agricole, les langues locales sont dans un processus de réhabilitation profonde. Toutefois, de nombreux défis restent à relever notamment la question de l'harmonisation des interactions verbales plurilingues entre les agents des institutions concernées et les différents usagers.

Le choix des langues locales comme véhicule d'information et d'interaction est de nature à valoriser les cultures et traditions des populations auxquelles s'adressent les campagnes de communication. C'est aussi un moyen de reconnaissance officielle du multilinguisme qui caractérise la Côte d'Ivoire du fait de sa forte diversité linguistique. L'usage de ces langues locales dans les actions de communication se présente comme une solution complémentaire ou alternative au français qui reste, à ce jour, le médium exclusif de la communication officielle en raison de son statut ; ce qui repousse à plusieurs niveaux, la participation des populations non alphabétisées en français au processus de développement. En contexte ivoirien, Foba (2022, p.15) explique que ces initiatives sont « originales et valorisantes ». Pour lui :

En Côte d'Ivoire, la quasi-totalité des messages destinés aux populations est élaboré et diffusés en français, la langue officielle du pays. Et pourtant, selon les enquêtes de l'ILA¹⁰, près de la moitié des populations vivant dans le pays sont incapables de lire et d'écrire le français. Cet antagonisme pose inéluctablement le problème de

¹⁰ Institut de Linguistique Appliquée

communication entre le gouvernement et les populations qui peuvent générer des conséquences fâcheuses. En mettant à contribution les langues locales dans le plan de communication du gouvernement, nous assistons à un contournement de cet obstacle communicationnel lié à l'usage du français en tant que canal unique de communication.

Le recours aux langues locales dans la communication de masse semble être une prise de conscience linguistique. Certaines autorités et institutions dont les initiatives incluent les langues locales est une forme de reconnaissance de l'espace multilingue que présente la Côte d'Ivoire. Mais, la nécessité d'un plurilinguisme assumé ainsi que tous les pouvoirs de décision que peuvent conférer ces interactions en langues locales aux populations sont parfois marginalisés. Ce constat est dû à une maîtrise insuffisante de la langue française. Comme le soutient Mukendi (1975), dans cette perspective, les langues locales agissent comme des langues complémentaires du français, qui permettent d'atteindre les masses analphabètes, plus nombreuses.

Un des obstacles qui pourrait se dresser contre ces initiatives est celui de la formation des téléopérateurs sur la conduite des interactions en langues locales notamment la traduction des informations d'une langue source à une langue cible. Bien que maîtrisant les langues de communication, une formation sur la traduction des messages doit être soutenue par les communautés qui les parlent et ceci n'est possible que si on les met sur un pied d'égalité avec les langues les plus prestigieuses par le biais de la traduction. En outre, le développement de la traduction en Côte d'Ivoire pourrait aider considérablement à développer une société linguistiquement, culturellement et économiquement riche.

Comme on peut le constater, la présence des langues locales ivoiriennes dans ces institutions publiques est une force et contribue aussi bien à démocratiser l'accès à l'information chez les populations autrefois vulnérables que la participation à la vie publique.

Aujourd'hui, le recours aux langues locales s'impose à toute société qui veut atteindre ses objectifs de développement. Dans le domaine de la santé, par exemple, SIL¹¹ (2015) rapporte, suite à une étude¹² menée, que :

L'existence d'informations sur la prévention et le traitement des maladies dans la langue locale fait diminuer le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans. À l'inverse, une mauvaise compréhension peut conduire à une mauvaise information qui s'avère dangereuse, voire fatale. Quand, ils ont la possibilité d'avoir des connaissances essentielles en matière de santé, les groupes ethnolinguistiques savent combattre la diarrhée, le paludisme et autres maladies courantes.

¹¹ Salon International de la linguistique

¹² Congo, Togo, Tchad, Thaïlande, Indonésie, etc.

Conclusion

La conduite de cette étude a été guidée par la problématique de l'intégration et de l'usage des langues locales ivoiriennes dans la société de façon générale et dans le fonctionnement des institutions nationales de façon spécifique. À son terme, la recherche a contribué à démontrer que les institutions ivoiriennes intègrent de plus en plus les langues locales de ce pays dans leurs rapports aux populations. Certaines, notamment le CICG et l'ANADER dédient pleinement des initiatives à une dizaine de langues. C'est le cas des langues dominantes des différentes aires linguistiques que compte ce pays (le baoulé, le dioula, le bété et le sénoufo, etc). Ainsi, le jeu des interactions verbales qui donne la possibilité à l'utilisateur de choisir la langue de communication et d'information auprès du téléopérateur peut être considéré comme une initiative en faveur du développement du plurilinguisme et du multilinguisme dans l'espace public ivoirien.

Ces initiatives, en plus de répondre aux besoins d'information et de formation des populations, s'adressent à une proportion plus grande pour prendre en compte toutes les couches socioprofessionnelles parfois totalement analphabètes ou incapables de mobiliser leur compétence orale et écrite en langue française pour prendre part à une conversation. De ce fait, il ne semble pas risqué de parler de démocratisation de l'accès à l'information ou de valorisation des langues locales. Intervenant sur la question¹³, Kouadio (2016), explique que les langues locales sont un pan entier de notre patrimoine culturel et sont des potentiels vecteurs de développement. Il précise, dans ce sens, que l'appartenance des langues à un même groupe linguistique ou encore l'unicité des langues peut constituer le socle de l'unité nationale. Pour y parvenir, il faut un aménagement linguistique maîtrisé qui pourrait être un facteur de développement. Pour lui, la langue est le cœur de la culture d'un peuple. Elle est pour un peuple, une ethnie, la vie de ce peuple et de cette ethnie avec son passé. La langue est donc indispensable au développement harmonieux et complet des individus et de la société.

Les actions décrites montrent la nécessité de valoriser les langues locales ivoiriennes. Cela pourrait se réaliser en recommandant aux institutions d'inclure nécessairement des services d'accueil et de relations publiques en langues locales avec les agents sensibilisés et formés sur les questions du plurilinguisme/multilinguisme. Par ailleurs, une politique linguistique inclusive avec des directives claires aux entreprises pourrait constituer un point de départ important. Cela est d'autant plus primordial que, dans une récente étude¹⁴ conjointement menée par l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) et la Commission Nationale de la Francophonie (CNF), 86.2% des enquêtés du secteur

¹³ Au cours d'une conférence sur les langues maternelles.

¹⁴ Menée auprès de trois ministères : agriculture, santé et justice

agricole estiment que, dans le cadre de leur travail, la langue française n'est pas suffisante pour communiquer. Cette étude révèle, globalement, que 5.8% des enquêtés jugent nécessaire d'inclure des langues comme le baoulé (25,7%), le dioula (51.0%), le sénoufo (5.1%), pour bien accomplir leurs tâches professionnelles quotidiennes.

Ces chiffres paraissent faibles comparativement au français et à l'anglais, qui totalisent respectivement (78.2%) et (26.1%) des réponses. Cependant, le score attribué aux langues locales montre que la problématique de l'usage des langues locales mérite des réflexions scientifiques et politiques à différents niveaux de la société pour accompagner la dynamique linguistique visible en Côte d'Ivoire. En la matière, les données obtenues par la recherche menée par l'ILA et la CNF sont instructives. À la question : « En plus du français, doit-on utiliser les langues ivoiriennes dans les services ? », 73.2 % des agents des différents services du ministère de la Justice et des Droits de l'homme, de l'Agriculture et de la Santé estiment que l'usage des langues ivoiriennes dans les services publics est nécessaire.

Le message implicite qui se dégage de ces avis est qu'il est à la fois urgent et vital d'intégrer les langues locales ivoiriennes dans les institutions et services publics pour assumer l'identité culturelle et linguistique de la Côte d'Ivoire et élargir les services publics de base à l'ensemble des populations en excluant les barrières linguistiques qui pourraient repousser certains usagers. Une des solutions pour y parvenir serait de doter les langues ivoiriennes de fonctions officielles. Ce statut officiel contribuerait à effacer les complexes linguistiques et culturels solidement ancrés dans les représentations sur les langues locales et leur usage dans l'espace public.

Bibliographie

Articles en ligne et conférences :

Abidjan.net. (2016, 2 juillet). *Contribution des lettres et des sciences humaines au développement national / Pr Kouadio Jérémie : L'unicité des langues peut être le socle de l'unité nationale*. <https://news.abidjan.net/articles/593675/contribution-des-lettres-et-des-sciences-humaines-au-developpement-national-pr-kouadio-jeremie-lunicite-des-langues-peut-etre-le-socle-de-lunite-nationale> consulté le 02/03/2025 dans la rubrique société.

Kakou, A. (2022). L'apport des langues locales dans la lutte contre la COVID-19 dans les pays africains : l'exemple de la Côte d'Ivoire. *Revue Malienne de Langues et de Littératures*, (008), 7–18. <https://revues.ml/index.php/rml/article/view/2344>

SIL International. (2008). *Les langues – un facteur clé de développement, les langues maternelles, un moyen pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement*. https://www.sil.org/sites/default/files/mdg_booklet_french.pdf Consulté le 18/10/2025.

Ouvrages :

CUQ Jean-Pierre, 2003, *Dictionnaire de didactique du français langue étrangère et seconde*. ASDIFLE / CLE International.

KUBE Sabine, 2005, *La francophonie vécue en Côte d'Ivoire*. L'Harmattan.

Thèses :

DJE Valérie, 2020, *Enseignement-apprentissage en français et plurilinguisme en Côte d'Ivoire : représentations et pratiques des acteurs de la classe* [Thèse de doctorat, Université Félix Houphouët-Boigny]. UFR de Langues, Littératures et Civilisations, département des Sciences du langage.

KOUA Kouamenan Ernest, 2021, *La discipline du français dans l'enseignement professionnel en Côte d'Ivoire : analyse critique des finalités, contenus et pratiques* [Thèse de doctorat, Université Félix Houphouët-Boigny]. UFR de Langues, Littératures et Civilisations, département des Sciences du langage.

KOUAMÉ Jean-Martial, 2007, *Étude comparative de la pratique linguistique en français d'élèves d'établissements secondaires français et ivoiriens* [Thèse de doctorat, Université Paul-Valéry Montpellier 3].

Chapitres d'ouvrages / Articles dans revues :

KOUACOU N'Goran Jacques, 2016, « Le nouchi en Côte d'Ivoire : regard sur un parler jeune ivoirien, trois décennies après sa naissance », in *Cheminements Linguistiques : Mélanges en hommage à N'Guessan Jérémie KOUADIO*. Éditions universitaires européennes.

KOUADIO N'Guessan Jérémie, 2007, « Le français : langue coloniale ou langue ivoirienne ? » *Hérodote*, 126, 69–85.

KOUADIO N'Guessan Jérémie, 2008, « Le français en Côte d'Ivoire : de l'imposition à l'appropriation décomplexée d'une langue exogène ». *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, 40–41, 179–197.

MOBIO Moro Marie-Joelle Denise, 2021, « Réussir la promotion des langues ivoiriennes : l'enjeu de la traduction ». *Revue électronique semestrielle NZSSA*, (7), 78–87.

MUKENDI Ntité, 1975, « Nos langues maternelles et le développement ». *Présence Africaine*, (93), 178–183.

Rapport ou publication institutionnelle :

Institut de Linguistique Appliquée (ILA) et Centre National de Formation (CNF), 2024, « Résultats de l'enquête sur "Projet action pour l'intégration des langues locales dans le programme national de développement de la Côte d'Ivoire" », (Coord. scientifique : J.-M. Kouamé).